Impôt sur le revenu—Loi

année après l'achat de nouvelles machines. La mesure ne prévoit rien pour atténuer les conséquences de l'impôt sur les gains en capital pour les agriculteurs qui prennent leur retraite. Même si les libéraux pendant la campagne électorale de 1980 avaient bien promis de prendre des mesures à cet égard, le gouvernement n'a toujours pas honoré sa promesse. Je rappelle aux députés d'en face que leur parti avait promis de fixer la date d'évaluation à la fin de 1974 au lieu de la maintenir à la fin de 1971. Le fait de reporter la date d'évaluation à trois années plus tard serait très avantageux pour les agriculteurs parce que la valeur des terres a augmenté très rapidement pendant cette période.

Nous proposons quelque chose d'un peu différent, qui, selon nous, rendrait le régime fiscal plus juste pour tous les contribuables. Nous proposons d'accorder une exemption spéciale aux agriculteurs et aux petites entreprises pour qu'ils n'aient pas à payer d'impôt sur les premiers \$100,000 de gains en capital. Nous soutenons qu'une telle exemption serait équitable parce qu'en général, les maisons des agriculteurs ne peuvent pas être considérées comme étant exonérées de l'impôt sur les gains en capital, contrairement aux maisons de la plupart des autres contribuables, qui peuvent accumuler des gains en capital à partir du moment où ils achètent leur maison jusqu'au moment où ils décident de la vendre en prévision de leurs vieux jours. Les contribuables ordinaires peuvent empocher tous les gains en capital qu'ils obtiennent s'ils vendent leur maison pour s'installer dans un appartement ou un foyer de retraite. Par ailleurs, la plupart des agriculteurs habitent sur leurs terres et le fait qu'il y ait ou non une maison n'influe ordinairement pas sur la valeur commerciale de leur exploitation. La vente vise les biens productifs, c'est-à-dire la terre et aussi les bâtiments s'il s'agit d'une terre exploitée commercialement. La maison elle-même compte pour peu dans le montant de la vente, ce qui veut dire que les agriculteurs ne peuvent pas mettre de côté de gains en capitaux réels à cet égard. Nous proposons une exemption d'impôt sur les premiers \$100,000 de gains en capital pour tenir compte du fait que les fermes ont habituellement très peu de valeur sur le marché.

Une voix: Ces maisons sont exemptées de toute façon.

M. Althouse: C'est un fait dont je suis bien conscient et que j'ai d'ailleurs reconnu avant de commencer à dissenter sur le sujet. S'il avait écouté mes propos, le député se serait rendu compte que je cherchais à faire remarquer que, même si les maisons où habitent les exploitants agricoles sont exemptées, elles n'ont qu'une valeur marchande très réduite et n'influent pas sensiblement sur le prix de vente de la propriété. Ceux qui habitent dans la région d'Ottawa n'ont qu'à examiner la valeur des terrains et les prix qu'ils vont chercher. Ils constateront aussitôt que, dès qu'on s'éloigne de 20 à 30 milles d'Ottawa, un terrain de 100 acres se vend à peu près le même prix qu'il englobe une bonne maison ou non. En exemptant ces maisons de la plus-value, on leur accorderait donc le même statut qu'aux habitations urbaines.

Depuis l'introduction du premier budget, c'est-à-dire depuis un an et demi environ, nous n'avons cessé de réclamer le rétablissement des contrats de rente à versements invariables. Cette disposition permettait aux agriculteurs d'étaler leur impôt sur plusieurs années plutôt que d'avoir à le verser d'un seul coup comme le veut le nouveau projet de loi.

• (1210)

Quand le ministre des Finances de l'époque a présenté ses nouvelles mesures fiscales, pour la première fois, un certain nombre de particuliers se trouvaient à avoir vendu leur terrain, leur propriété ou leur entreprise moyennant une somme qui devait être acquittée sur cinq ou dix ans. Comme ils s'étaient servi de l'argent qui leur avait été versé pour payer l'acompte sur la maison qu'ils avaient achetée en vue de leurs vieux jours, ces particuliers auraient donc été obligés de vendre cette maison et d'emprunter pour pouvoir acquitter l'impôt forfaitaire soudainement exigible en vertu des modifications proposées dans le projet de loi. Dans les déclarations qu'il a faites par la suite, le gouvernement a quelque peu atténué l'injustice de cette mesure qui aurait eu pour effet de saigner à blanc ces personnes pendant quelques années.

Nous demeurons convaincus, cependant, que les contrats de rente à versements invariables doivent continuer à faire partie de notre régime fiscal, puisqu'il est déjà si complexe, afin de permettre aux particuliers d'étaler leur revenu sur plusieurs années. Nous avons proposé un amendement en vue de rétablir la disposition à cet effet.

Par ailleurs, nous avons proposé des amendements visant à rétablir les dispositions concernant la création d'une réserve. Ces dispositions avaient beaucoup de succès auprès des agriculteurs qui, au moment de se retirer, vendaient leur exploitation à quelqu'un des alentours moyennant une certaine somme d'argent comptant. Le jeune agriculteur y trouvait son compte et l'ancien propriétaire avait l'avantage de pouvoir répartir sur un certain nombre d'années ses gains en capital.

Ces dispositions ont été considérablement resserrées. Le jeune agriculteur doit maintenant faire appel à une banque ou à une société de fiducie pour obtenir le surcroît d'argent qu'il doit verser au propriétaire de l'exploitation, celui-ci se voyant obligé d'exiger le paiement immédiat de la plus grande partie du prix convenu. Ainsi, l'acheteur est contraint de faire affaire avec un établissement de crédit au lieu de traiter directement avec le propriétaire de l'exploitation agricole ou de l'entreprise, ce qui a pour conséquence de commercialiser comme jamais auparavant les transferts de propriété et de biens d'une génération à l'autre.

Nous avons également proposé un amendement qui aurait permis de réclamer le plein montant des déductions pour amortissement dans l'année d'acquisition comme c'était le cas auparavant. Comme vous le savez, monsieur le Président, on a maintenant réduit de moitié le montant qui peut être déduit dans l'année. Dans un contexte des plus favorables, cette mesure que propose le gouvernement aurait pu avoir un certain mérite, car elle aurait découragé les dépenses imprudentes qui, je l'avoue bien franchement, ont été à l'origine des difficultés de certains agriculteurs et propriétaires d'entreprise. Or tout ne va pas bien dans notre économie. Les Canadiens, et notamment les chefs d'entreprise et les agriculteurs, n'investissent pas beaucoup. Cette disposition limite encore davantage la possibilité qu'ont les petits entrepreneurs et les agriculteurs d'acheter du matériel, ce dont souffrent à leur tour les fabricants.

Tandis que je parle de ce problème et avant de terminer, je tiens à faire remarquer que les détaillants de machines agricoles de tout le pays ont présenté des mémoires très pertinents aux députés et au ministre des Finances (M. Lalonde). Ils ont